

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois 3 fr. »
Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne
La Rédaction à **SILVAIRE**
L'Administration à **Pierre MARTIN**

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr. »
Six mois 4 fr. »
Trois mois 2 fr. »

LES BAGNES MILITAIRES

Encore une victime

Il ne faut pas se lasser de dénoncer les crimes perpétrés sous les plis du « glorieux drapeau tricolore », puisque les galonnards de toutes armes ne se lassent pas de les accumuler, de la caserne à Biribi et aux champs de bataille (?) coloniaux.

Aujourd'hui, c'est de l'odyssée lamentable d'une victime du régime abrutissant de la caserne que nous devons parler. Il s'agit d'un pauvre garçon pas plus mauvais qu'un autre, meilleur peut-être, ses actes de révolte contre les traitements avilissants dont il fut l'objet, sembleraient le démontrer.

Sous l'instigation de son père, Louis Lancelot s'engagea pour trois ans dans un régiment d'infanterie. Après dix-huit mois de service, il avait encouru un ensemble de peines s'élevant à 18 ans de travaux publics ou de pénitencier ! Au bout de onze ans et demi seulement il bénéficiait d'une remise de peine et était renvoyé dans un régiment de France pour terminer son temps.

La douloureuse histoire du malheureux jeune homme aurait dû s'arrêter là. Mais ce serait faire trop d'honneur aux gradés que de supposer qu'ils firent preuve de quelque humanité envers un homme si durement éprouvé. Il ne tarda pas, au contraire, à se trouver en butte à des vexations qui l'amènèrent à se livrer à des « voies de fait » contre ses supérieurs.

Revenu devant le conseil de guerre, on le condamna à cinq ans de travaux publics !

Voilà donc une vie gâchée, perdue. Et l'on comprend que devant le désastre, irrémédiable cette fois, de toute existence, le pauvre diable affolé par le désespoir, le cerveau détraqué par tant de souffrances subies, ait été hanté par l'idée fixe de se venger.

Il résolut donc d'incendier la prison du Cherche-Midi, à Paris, où il était interné. Et un jour il exécuta sa vengeance, mettant le feu à la prison maudite.

Celui qui écrit ces lignes était détenu dans le même lieu pour avoir refusé d'accomplir une période de 21 jours. Sa cellule était tout proche du foyer d'incendie. La fumée gagna bientôt le quartier ; l'asphyxie menaçant les détenus, tous se mettent à crier et à secouer les portes de leurs cellules.

Croyez-vous qu'on s'empressa de faire évacuer ces dernières pour sauver d'abord les hommes ? Pas du tout. On ne s'inquiéta nullement des prisonniers hurlant : au secours ! Les cellules restèrent closes. On s'occupa de l'immeuble ; les réprimés qui l'habitaient pouvaient crever.

Le foyer d'incendie conjuré, on n'eut pas de peine à trouver le coupable. Louis Lancelot se dénonça lui-même. Il fut saisi et jeté au cachot.

Après un tel acte, que le codé dénomme un « incendie volontaire dans une maison habitée », Lancelot aurait dû passer à nouveau devant un conseil de guerre. On s'en garda bien. Mieux valait étouffer l'affaire en faisant tout le possible pour se débarrasser définitivement du malheureux. On devint donc féroce à son égard, et il dut subir 90

jours de cellule « de correction », c'est-à-dire couché à la dure, dans un cachot noir, immonde, avec une gamelle tous les quatre jours.

Il en réchappa ; mais pour retomber à l'enfer des travaux publics où on se chargera de lui faire promptement le sort des Aernoul, Robin, Zimmer, Delbarre et tant d'autres...

Rien que d'assez banal jusque-là, diront les antimilitaristes, qui sont devenus tels, en grande partie, précisément à cause des innombrables victimes que ne peut manquer de faire le régime par son autoritarisme effréné, affolant, par tous les mauvais instincts qu'il cultive et développe sans mesure. Mais ce qui donne un caractère assez particulier à cette douloureuse histoire, c'est que la victime a pour père un capitaine de gendarmerie, en activité de service, à Marseille.

Que dites-vous du Pandore poussant son enfant dans la galère qu'est la caserne, l'y abandonnant, le laissant tuer, acceptant de le voir tuer à petit feu, commettant en quelque sorte par complicité morale, un infanticide sans circonstance atténuante.

Nous comprenons qu'un père, après avoir appris les supplices infligés à son fils — et le capitaine n'ignore rien — s'en vienne, le revolver au poing, demander compte de leur conduite aux tortionnaires. Nous comprenons et nous approuvons hautement.

De même nous aurions crié bravo ! en apprenant que la mère d'Aernoul était allée trouver la bête fauve qui a tué son fils et l'avait abattue comme un chien enragé. A coup sûr il n'y aurait pas eu de jury pour condamner la courageuse mère qui, au lieu de gémir, aurait fait justice de l'assassin, et quel bel exemple cela eût été !

Mais le capitaine Lancelot qui se croit déshonoré, sans doute, par un enfant qu'il a lui-même conduit où il est maintenant, non, nous ne pouvons comprendre cela. Cet officier n'est pour moi qu'une bête brute et je considère comme un devoir de le lui dire ici.

Arcole Vuloup.



LES MATELOTS SONT RIGOLES

Pas toujours pour MM. les gradés. Surtout pour ceux que l'autorité à eux conférée grise, affole et rend féroces. Le commandant Alaquerne de Parfouru en a fait l'expérience.

L'autre jour, à Dunkerque, le clairon sonne la corvée : pas un matelot ne bouge. Grand émoi des officiers qui vont interpellés les 150 marins présents.

Pour toute réponse, ceux-ci se contentent de continuer imperturbablement leur balade, la cigarette au bec. Et il en fut ainsi tout l'après-midi.

Tous se plaignent d'un service trop dur. Nous récidiverons si cela est nécessaire, mais avec beaucoup moins de calme, ont-ils déclaré.

On ne rigole pas avec la discipline, disait-on naguère encore. Il faut croire que les idées ont marché, depuis.

L'AUBADE

Les andouilles du Conseil d'Etat, qui avaient cru faire le bonheur des vignerons champenois par leur fameuse délimitation, ont dû déchanter devant l'attitude de ceux de l'Aube. Maintenant ils viennent de décider que ce département serait réintégré dans la Champagne... à titre de deuxième zone.

Autant dire que les produits de la région seront pour le vrai champagne ce qu'est pour le vin la piquette. Comme c'est malin !

Vous pensez si cela sera du goût des Aubois. Et comme ils sont gens pratiques et que cette décision aura pour résultat d'aggraver la misère qu'ils doivent à leurs exploités, les gros fabricants, c'est à ces derniers qu'ils s'en prendront : on entendra à nouveau leurs « aubades » avec accompagnement de foudres défoncés et de bouteilles fracassées.

C'est tout ce qu'ils peuvent faire d'intelligent en attendant d'adhérer aux idées d'organisation nouvelle.

EN PLACE, MESSIEURS

C'est la danse des fils et des filles. De tous côtés, parait-il, les fils cassent ; à Paris, les filles prennent la purge ; que nous réserve demain, grand Dieu ! Comment, messieurs les requins des Compagnies de chemins de fer, vous vous obstinez à ne pas réintégrer les cheminots, vous maintenez l'interdit contre le Libéraire, la Guerre Sociale, la Bataille syndicaliste et autres journaux, et vous vous étendez de voir à nu les entrailles de vos banquettes ?

On ne peut pas moins pour vous, cependant. Continuez, si le cœur vous en dit, les saboteurs ne sont pas fatigués.

La République Française, parlant de cette danse des fils, ajoute en lamoyant : « Bientôt, on s'en prendra aux habitations des bourgeois, à leurs coffres, et enfin à leurs personnes. »

Eh ! eh ! on y songe. Et nous affirmons, joignant le cynisme aux intentions criminelles, que les salauds ne l'auront pas volé.

LA ROUGEOLE

Eugène Fourmière, cet ancien ouvrier, — comme il aime à le dire — devenu professeur à l'Ecole polytechnique, collabore à Paris-Journal, la feuille de l'immonde Gervais-Richard.

De là, il fulmine contre le syndicalisme révolutionnaire. Etant satisfait, il s'étonne que les travailleurs veuillent brûler quelques étapes — celle du socialisme parlementaire entre autres — dans la voie de leur affranchissement.

« Les ouvriers, écrit-il, sont en proie à deux maladies : la rougeole et la jaunisse. Tout de même, je préfère la rougeole, maladie d'enfants, — tout de même ! merci, mon Dieu ! — à la jaunisse, maladie des vieux. Mais l'enfance et ses maladies ne sont supportables qu'à la condition de ne pas durer. »

Assagissez-vous ! Toujours le vieux refrain des parvenus de tout temps. Les travailleurs sentent de plus en plus, heureusement, que la rougeole est noble autant que la jaunisse est vile. Et ils ne vont pas jeter, pour les beaux yeux d'un Fourmière, leurs armes les meilleures, quand elles sont bien manées :

Le sabotage et la chasse aux renards.

SOUSCRIPTIONS

POUR LE « LIBERTAIRE »
X., 1 fr. ; Le gérant, 1 50 ; D. Régis, 5 fr.

POUR LES MEXICAINS
E. Desgouttes, 1 fr. ; Listes numéros 10 et 48, ensemble, 18 00 ; Le secrétaire du « Sanglier », 1 fr.

POUR LES FAMILLES DES PRISONNIERS
Léon et Amélie Payel pour leurs petits camarades qui ont fait : 1 fr. ; Offroy, 0 25 ; E. Vigne, 0 50 ; Rochon, 0 25 ; Le secrétaire du « Sanglier », 1 fr.

POUR LE COMITE SAGRISTA-GRANDJOUAN
Dupuis, 1 fr.

POUR LE COMITE DE DEFENSE
Le secrétaire du « Sanglier » d'Issoudun, 1 fr., pour la libération de Roussel.

DEUXIÈME ET DERNIER APPEL

Pour les Nôtres

A la suite de notre appel de mercredi dernier, cinq seulement de nos amis, sur une trentaine qui sont au droit commun, ont été mis au régime politique. Ce sont : Villette, des monteuses en chauffage ; Bonnet, des briqueteurs ; Métié, des biscuitiers ; Santucci et Pothier, des électriciens.

Nous signalons à nos camarades du dehors que ces deux derniers étaient au régime des apaches depuis la grève de solidarité faite en faveur des cheminots, c'est-à-dire depuis la fin d'octobre.

Que pendant ces sept mois et huit jours, ils ont reçu de leur syndicat une somme de 20 francs par mois « moyenne pour eux, leur femme et leur enfant ; — vive la belle solidarité ouvrière ! — qu'avec cette somme, ils ont dû se contenter de la nourriture de porceux qu'on sert au droit commun, — pendant que des millions de prolétaires conscients dépensent chaque jour des dix sous et vingt sous à boire de la bleue ou de la verte ; que la jeune femme de Santucci a dû vendre leur pauvre mobilier pour ne pas mourir de faim, après avoir épuisé son crédit chez le boulanger et l'épicer ; que l'autre, Pothier, dont la femme est malade, nous revient de l'infirmerie où la République le tenait, le genou ankylosé, arthritique ; traînant la jambe, peut-être incapable de reprendre son travail quand on le relâchera.

Cinq sur vingt ou trente qui ont le droit incontestable au régime politique !

Voilà ce qu'en huit jours les ronds-de-cuir de la place Vendôme se sont décidés à nous accorder ! ça et des promesses pour les autres !

Les détenus révolutionnaires du quartier politique de la Santé.

Poursuites, Poursuites

La Guerre Sociale ne quittera bientôt plus les bancs de la Cour d'assises, et son rédacteur en chef passera, tel le vénérable Barbès, la moitié de son existence sous les verrous pour peu que cela continue.

Mardi, c'était à propos de l'« Oraison funèbre du colonel Moll » que le jury avait à se prononcer. Mais la veille de l'audience, Hervé, avec une belle cranerie, avait découvert le transparent anonymat du Sans-Patrie, se dénonçant comme l'auteur de l'article et de maints autres, jugés non moins subversifs.

Le procès de mardi reviendra. Mais à peine la première escarmouche est-elle engagée qu'on annonce de nouvelles poursuites contre le numéro du premier Mai, de la Guerre Sociale, toujours. Avec Hervé, toujours, et Auroy, le gérant, le verveux, l'excellent chansonnier Gaston Couté est inculpé cette fois. Et il faut s'attendre à d'autres poursuites.

Pour un homme qui, comme Hervé, est emprisonné depuis un an et à qui il reste encore trois ans à faire, c'est là un luxe de persécution on ne peut plus révoltant.

Les camarades de la Guerre Sociale

Si ces messieurs ne sont pas pressés, nous avons des raisons, nous, pour l'être.

Ce soir, mardi, à trois heures et demie, pendant que les détenus politiques recevaient leur famille dans la petite cour-jardin de la Santé, une voix s'est élevée, sortant d'une des oubliettes que sont les cellules étouffantes du quartier du droit commun.

« Mes amis ! Si ça ne cesse pas, si ceux qui sont libres ne sont pas capables du dehors de me faire respecter, je me révolterai tout seul. Je suis à bout de patience et de force ! Voilà huit mois, deux cent-dix jours, qu'ils me tiennent en cage ! »

C'était la voix de notre jeune camarade Gorion, des maçons, qui a attrapé dix-huit mois de prison et cinq ans d'interdiction pour une chasse aux renards, — où personne ne fut blessé qu'un des nôtres, qui reçut la décharge du fusil d'un chien de garde.

Toutes les conversations cessèrent ; dans notre jardin, plusieurs visiteurs pleuraient en entendant cet appel déchirant.

Alors, Sélinghoff, secrétaire des briqueteurs, l'un des nôtres, d'une voix claironnante répondit :

« Encore de la patience jusqu'à jeudi matin, Gorion ! Nous avons donné jusqu'à jeudi matin au ministre des prisons pour le mettre aux politiques, toi et tous nos autres camarades, y compris Le Scornec.

« Si jeudi matin vous n'êtes pas aux politiques, tous sans exception, nous ferons ce qu'il faut, nous, pour être mis au droit commun avec vous ! »

Nous signalons ces faits à nos amis du dehors, sans commentaires.

accueillent une telle perspective avec leur entraînante bonne humeur coutumière et nous n'avons qu'à admirer. Il nous est loisible néanmoins de prendre la chose tout autrement.

Nos divergences de vues, le danger même que leur tactique pleine d'équivoques électorales et gouvernementales nous semble faire courir à la révolution transformatrice, ne nous empêcheront point de crier de toutes nos forces contre les monstrueux attentats liberticides commis sur leurs personnes. Sur ce point, notre concordance est entière.

Contre l'immonde République bourgeoise dont nous sommes affligés, nous marchons ensemble et nous déclarons bien haut que nous nous solidarisons moralement, de tout notre cœur, en attendant l'occasion de la faire effectivement, avec les courageux journalistes que nous sommes heureux de saluer ici.

Camarades,
par tous les moyens
venez en aide
au LIBERTAIRE

L'ACTION A FAIRE

Sous l'Empire, alors que la bourgeoisie dite *libérale* et *démocratique* n'était point au pouvoir, cette bourgeoisie partait en guerre contre la répression sauvage dont se rendait coupable l'empire. Les démocrates, les républicains qui, aujourd'hui, composent cette majorité de radicaux et radicaux-socialistes, en de beaux discours oratoires et en des écrits enflammés, s'indignaient, protestaient quand des Malvy, des Schrameck maltraitaient les hommes tombés en défendant leurs idées.

Combien de fois, dans la lutte entre la bourgeoisie nationaliste et cléricale et la bourgeoisie républicaine et franc-maçonnique pour la conquête de l'assiette au beurre, cette dernière a fait appel aux travailleurs, à tous les révolutionnaires, lorsque l'un des leurs succombait et qu'ils voulaient le sauver.

Ne sont-ce point les révolutionnaires, les anarchistes, qui, pendant « l'Affaire », alors que les royalistes, les nationalistes, toute cette bourgeoisie légitimiste, était maîtresse de la rue et des réunions publiques, ne sont-ce point les révolutionnaires « action directe » qui, par leur énergie, surent reconquérir la rue et permirent aux Dreyfusards de se faire entendre ? Aussi à qui sait attendre, la récompense arrive à point !

Pour avoir osé affronter les décevresseurs de la Villette à la solda des antisémites et s'être fait les meilleurs défenseurs de la République, les révolutionnaires, aujourd'hui que la réaction est vaincue et que la démocratie est sauvée, voient les mêmes bourgeois qui sympathisaient avec les anarchistes, ces Dreyfusards, maîtres à leur tour du pouvoir, devenir leurs bourreaux, les enfermer dans les prisons et les plus maltraiter que ne l'ont jamais fait les pires réactionnaires.

C'est que l'empire n'existe plus. C'est que les opportunistes d'antan, radicaux de maintenant, ne craignent plus le retour offensif des Méline, des Drumont ; la lutte entre ces deux forces est terminée.

En face de l'évolution, du développement de l'idée révolutionnaire gagnant les foules, la grande lutte d'idées qui divisait la bourgeoisie a disparu ; devant le courant révolutionnaire s'oppose le bloc bourgeois devenu compact. N'est-ce point grâce à cette union de la bourgeoisie que l'ignoble traître Briand a pu étouffer le superbe mouvement des cheminots, comme avait pu tuer la grève des postiers, cet autre grand libéral Clemenceau ?

Qu'ont pesé les idées de justice et de liberté dont se réclament les radicaux quand il s'est agi de combattre des travailleurs qui s'attaquaient, non plus à une partie de la bourgeoisie pour une question politique, mais à la société capitaliste tout entière pour une question économique, pour une question de vie ?

La victoire des cheminots a fait faire un grand pas vers la grève générale révolutionnaire. La bourgeoisie l'avait compris et c'est de toutes ses forces, avec toutes les armes qu'elle l'a combattue.

Si les républicains pouvaient non seulement admettre, mais encore encourager les révolutionnaires à faire de l'action lorsqu'il s'agit de combattre les antisémites et les cléricaux pour la franc-maçonnerie ; ces mêmes républicains ne peuvent l'admettre lorsque cette action directe est dirigée contre la société dont ils sont les suppôts et les bénéficiaires.

Les révolutionnaires, les syndicalistes, les anarchistes, leurs alliés d'autrefois, ne sont plus aujourd'hui que des ennemis, et ces ennemis ils essayent de les maltraiter en les emprisonnant.

Alors que pour les royalistes les géolles républicaines se font élémentes et qu'on les soumet à un régime spécial, pour les militants ouvriers révolutionnaires c'est le régime de la boule de son, des fayots et de l'eau.

Et ce régime est en train de tuer nos camarades Gorion et Mélièvre que malgré le mauvais état de leur santé on maintient au régime du droit commun.

Dans un manifeste, nos amis prisonniers au quartier politique nous ont fait savoir leurs intentions d'agir si, du dehors, rien n'était fait pour amener le gouvernement à améliorer le sort de tous les camarades condamnés pour action syndicale.

Allons-nous y répondre ou rester dans l'immobilité pendant que ceux qui sont déjà enfermés sont décidés à agir ?

Allons-nous enfin, par une action énergique, venir au secours de tous ceux qui déprissent dans les prisons pour avoir agi, s'être révoltés ?

Nous avons déjà annoncé que le Grand Prix serait saboté. Faisons un marché :

Le régime politique à tous nos camarades syndicalistes mis au droit com-

mun ou sabotage du rendez-vous des cocottes du Grand Prix.

Et si satisfaction ne nous est point donnée, que le sabotage annoncé ne se passe pas seulement sur le papier, mais que le 25 juin soit pour la bourgeoisie une preuve de la solidarité, de l'énergie de la classe opprimée et d'affirmation révolutionnaire.

A. Dauthuille.

Les ouvriers contre la Loi

On a souvent déploré l'étroitesse de la mentalité ouvrière. On n'avait que trop raison. Comment ne pas gémir sur le sans-gêne avec lequel un prolétariat sans tact sabote les combinaisons les plus artistiques, les dispositions les plus ingénieuses de nos politiques éminents.

De si beaux jours semblaient s'ouvrir à l'aube du ministère Monis. Sans doute les mesures de répression continuèrent. Sans doute la République continuait à traquer, à poursuivre les militants révolutionnaires. Sans doute, les brutes lépiniennes continuaient leurs assomades sous l'œil souriant des nouveaux maîtres, tandis que, là-bas, pour la gloire de la France et le profit de la Banque, le Maroc s'emplissait de sang et d'horreur. Mais nous n'en étions pas moins sous un « bon » gouvernement, muni de tous les sacrements maçonniques, de toutes les grâces démocratiques, un gouvernement de gauche et de Bloch. Avec quelle joie nos socialistes parlementaires, et le grand Triumvir en personne, saisissaient l'occasion de sortir d'une opposition un peu fastidieuse.

Mélas ! tous ces beaux mirages s'évanouissent ; le peuple a vu et bien vu qu'ils masquaient la spoliation la plus éhontée et dame... Quand donc verra-t-il qu'il en est ainsi de toutes les lois ?

La jeunesse Anarchiste

(groupe d'action)

C'est fait, la Jeunesse est constituée, les camarades ayant répondu nombreux à notre appel. Nous espérons montrer d'ici peu que les anarchistes peuvent agir sans être groupés autoritairement. Lorsqu'on voudra mener une action pour laquelle la présence de la police ne sera pas nécessaire, les camarades pourront le faire en toute sécurité.

Nous comptons que d'autres camarades viendront renforcer nos rangs. Mais qu'ils soient assurés en venant parmi nous que ce sera pour agir utilement et non pour le plaisir de cueillir des lauriers.

Pour la prochaine réunion, consulter la *Bataille Syndicaliste*.

Le Secrétaire.

Quelques camarades avaient pris l'initiative de convoquer les jeunes anarchistes à une réunion pour constituer un groupe d'action anarchiste. Les jeunes vinrent nombreux, et cela est de bon augure.

Un copain propose tout d'abord de constituer un groupe secret, arguant que l'on pourrait faire certaines actions, sans que la police en ait vent. On lui objecta que la police finit toujours par s'imiscer dans ces soi-disant groupes secrets, et l'exemple d'Azew est là pour le démontrer d'une façon irréfutable. D'ailleurs, les anarchistes sont des révoltés, ils n'obéissent à aucune discipline, et l'histoire est encore là qui nous dit que toutes les conspirations échouèrent misérablement.

Est-ce que le sabotage qui se pratique impunément sur les lignes de chemins de fer est l'œuvre d'un comité secret ? Nous savons qu'il est le fait d'individus se connaissant, s'estimant, s'étant vus à l'œuvre. Et il faut croire que cette confiance mutuelle est bien placée, puisque aucune dénonciation ne s'est produite.

Il ne peut y avoir de doute : les groupes secrets doivent être des groupes d'affinité, et c'est ce que les anarchistes ne cessent de répéter.

Les anarchistes ne sont pas des blanquistes, ils comprennent que la forme de gouvernement importe peu. Ils savent que la société est ce que les individus sont. Ils savent que la cause de tous les maux réside dans l'esprit d'autorité. Ils savent également que l'esclavage qui se soumet à la même mentalité que le maître qui le commande et qu'il n'aspire qu'à se substituer à ce dernier. C'est donc à l'ignorance et à l'oppression des autres que les anarchistes veulent s'attaquer.

Il ne peut y avoir de doute, c'est sur

le terrain antiautoritaire que tous les anarchistes doivent se retrouver.

L'action anarchiste doit se faire sentir dans toutes les manifestations de la vie, en essayant de débarrasser les hommes de tous les préjugés, de toutes les contraintes qui les châtrent et les compriment depuis des siècles.

Nous, les jeunes anarchistes, nous voulons également que la solidarité ne soit pas un vain mot de dictionnaire ou un sujet de déclamation ; nous voulons la réaliser d'une façon effective. Nous voulons que, lorsque la Justice pose sa griffe immonde sur l'un de nous, les anarchistes se lèvent menaçants.

Des camarades ont fait remarquer le drame dans lequel était tombé le mouvement anarchiste ; nous avons l'intuition que cette apathie est le produit de l'inaction ; les anarchistes, grisés de leurs propres paroles, se sont endormis dans le métaphysique, mais la froide réalité se chargera de les réveiller.

On tue dans tous les pays du monde ; à toutes les tentatives d'émancipation les gouvernants ont répondu à coups de fusil ; des milliers de militants agonisent dans tous les bagnes de la planète.

Hier, nous avons laissé tuer Ferrer, Kotoku et ses vaillants camarades, demain nous laisserons encore faire... Faudra-t-il que pour secouer notre veulerie un révolté répète le geste de Sazonoff ?

Sous ne voulons pas le croire, nous pensons qu'il est des trésors d'activité, d'énergie qui sont mal employés ; c'est pour associer ces énergies, pour coordonner cette activité, que la Jeunesse anarchiste s'est constituée.

René Valet.

A tous ceux qui ressentent un besoin d'activité,

A tous ceux qui sentent en leur cœur bouillonner la haine et l'esprit de révolte, à ceux qui veulent à la violence oppressive, répondre par la violence libératrice, à ceux qui veulent faire œuvre utile, à tous les révoltés :

La Jeunesse anarchiste révolutionnaire (groupe d'action anarchiste), fait appel et les prie de se rendre à la prochaine réunion où des camarades exposeront divers modes d'action anarchiste.

Fédération Révolutionnaire Communiste

Notre Congrès

N'étaient guère présents que les éléments actifs de nos groupes adhérents, mais quelle volonté d'organisation et de propagande ! Nos débats ?... Mais, sans parti pris, je puis dire qu'ils furent ce qu'il pouvait y avoir de mieux sans autorité.

Une discussion libre où participèrent de nombreux camarades avec peu de verbalisme et peu d'écart du sujet, et avec cela un souci constant des considérations pratiques. Avec la bonne tenue, il y eut beaucoup de cohésion dans les idées et dans les intentions et cela comptera certainement dans nos actions prochaines. Deux camarades avaient tenu à nous parler du conflit guerrier qui nous menace toujours.

Tous y avaient déjà réfléchi. On en discuta longuement sans qu'il se soit produit de nombreuses et surtout de profondes divergences.

Nombre d'actions de première importance furent présentées et l'on s'attacha beaucoup à l'ordre dans lequel elles devraient s'accomplir.

La besogne apparaît grande ; et l'on s'entend bientôt pour décider une réunion spéciale où on en reparlera et sans aucun doute il en sortira des résolutions intéressantes.

La discussion reprend sur cette propagande antimilitariste. Après quelques tactiques envisagées, nous passons au problème de l'éducation de l'enfance.

On se borne à entendre les propositions bien étudiées d'un camarade se réservant de les approfondir pour le jour où les questions d'enseignement étant d'actualité nous aurons la possibilité de faire œuvre intelligente et de grande portée.

Le congrès se termine avec bien du travail en perspective que nous nous promettons d'accomplir ; et de fait, on sent là des énergies et une bonne entente.

En un bon, belle journée qui permet de voir la marche ascendante de la Fédération.

Le Secrétaire : MARTIN.

Notre fête eut une belle réussite. Après les jeux menés avec entrain, un petit concert agréable dans son imprévu termina cette sortie champêtre qui nous avait réunis pour le plaisir.

Remercions nos amis de Bezons qui concoururent de leur mieux à assurer le succès de notre promenade.

Les camarades Beauvieu et Trouillet rappellent aux camarades des environs de Bourges qu'ils se tiennent à leur disposition pour une tournée de conférences. Ecrire à Trouillet, 35, avenue de Choisy (13^e).

La commission de propagande se réunira mardi à 9 heures au Foyer populaire. Questions importantes. Présence indispensable.

Groupe des originaires de l'Anjou

Samedi 10 juin, à huit heures et demie, salle Fabien, 70, rue des Archives (3^e).

1. Compte rendu du Congrès de la Fédération ;

2. Décisions très importantes à prendre.

Il est fait un pressant appel à tous les camarades de l'Anjou pour assister à cette importante réunion.

La pensée anarchiste

Ses déviations et leurs causes

La pensée anarchiste a subi, dans ces dernières années, de nombreuses déviations dont la principale cause est que beaucoup d'entre nous sont tombés dans un rationalisme étroit. Le raisonnement a été poussé jusqu'à la manie. On a voulu mettre de la logique partout, comme si tous les faits se pliaient à une logique préalable, d'origine divine ou anarchiste.

C'est la manie raisonnaire qui ne sait voir qu'il y a des choses irrationnelles, qu'il y a des phénomènes, des faits où le raisonnement ne peut et ne doit s'exercer.

C'est un résidu du spiritualisme que l'introduction de la logique dans le social et le moral.

Pas plus que dans les phénomènes physiques ou biologiques, la logique n'a rien à voir à ceux-là. Combien Kropotkine n'avait-il pas raison quand il disait qu'en sociologie on devait prendre la méthode des sciences naturelles ; l'observation. En effet, c'est la méthode du savant. La logique appliquée inflexiblement est contre l'observation. Les savants anciens se souciaient peu d'observer. Ptolémée construisait l'univers logique ; Copernic se contenta de l'observer.

La même différence entre ces deux façons de penser se manifeste avec les solutions sociales. Trop souvent, on fait de la société une critique logique, et ensuite on procède à l'élaboration logique d'une nouvelle société.

Telle a été la méthode suivie par les néo-anarchistes qui n'ont, pour eux, qu'une excuse : leur méconnaissance des œuvres contemporaines.

D'autre part, toute théorie sociale doit donner une nouvelle conception de l'histoire. D'instinct, tout fondateur d'école le sent et tente d'accorder le passé avec ses théories sur le présent et sur l'avenir social.

Les anarchistes dont nous parlons ont procédé autrement. Ils n'ont tiré de l'histoire que des enseignements spéciaux, particuliers. La création d'un système historique anarchiste était cependant d'importance. Il donnait une forme précise à nos affirmations sur l'état actuel et des enseignements nombreux sur la conduite à tenir présentement.

A ces remarques doit s'en ajouter une autre qui est importante pour comprendre la crise de la pensée anarchiste. Il s'agit du petit monde clos dans lequel la plupart des anarchistes se sont enfermés. Certes, tous les adhérents des doctrines adverses lisent surtout leurs livres. Mais que d'anarchistes lisent uniquement les nôtres. Et voilà le péril. En étudiant davantage, le monde de la pensée nous apparaît nouveau, parce que nos lectures trop exclusives nous l'avaient masqué.

A cela, le remède est facile. Lire surtout de l'anarchisme, mais aussi lire autre chose.

Cette autre chose, c'est la production incessante des penseurs de nos jours. Il est puéril de penser qu'il n'y ait que les anarchistes qui aient de sérieuses raisons de croire tenir la vérité. Chaque doctrine, chaque parti à ses lumières, ses recherches propres, ses découvertes. Se renfermer soigneusement chez soi, ne pas voir l'effort du voisin, n'est-ce pas ne plus rien vouloir connaître ?

On s'expose ainsi à des méprises. Quelle que soit la doctrine, la vie universelle sera toujours plus vaste. Et quand après avoir étudié une théorie, on voudra discuter avec l'adversaire, celui-ci vous montrera quelque chose de nouveau que vous ne vous attendiez pas à voir.

La vie est dans le mouvement. Le mouvement anarchiste renaîtra quand sa pensée se renouvellera ; c'est-à-dire quand il y aura des efforts sérieux tentés vers la vie totale du présent par les anarchistes.

Il serait temps de nous élever jusqu'à la culture moderne.

R. T.

Le camarade R. T. a raison. C'est, du reste, pour des motifs de ce genre que nous attirons d'autre part l'attention des lecteurs sur une série d'ouvrages modernes du plus haut intérêt.

N. D. L. R.

Petits Pavés

LIBERTE CHERIE

(Air connu du Chalef)

Je n'ai pas l'habitude d'être tendre envers les journalistes de la presse bourgeoise, mais aujourd'hui je dois reconnaître que, par extraordinaire, l'un d'eux vient de faire quelque chose de propre, et ma foi c'est si rare que le fait mérite d'être noté.

A dire vrai, Jacques Dhur est un peu un phénomène parmi ses confrères et je me rappelle certaines campagnes contre Biribi et ensuite contre l'arbitraire des tribunaux correctionnels, dues à sa plume, qui firent grand bruit. Cette fois, le secrétaire de rédaction du Journal nous narre les aventures incroyables de deux citoyens de la R. F., notables bourgeois qui furent arrêtés, passèrent trois jours et deux nuits en « tôle » sans savoir pourquoi. Ils faillirent être menés et durent de ne pas subir cette petite opération à une circonstance toute fortuite. Enfin, ces deux Français que la justice (avec un grand J), cette institution inflexible, ne voulait pas reconnaître comme tels et déclarait avec un sérieux imperturbable, étrangers, furent relâchés. Jacques Dhur se demande, avec raison,

ce qui fut advenus d'eux s'ils eussent été des humbles, sans relations.

Eh bien ! l'eût été bien simple, on les aurait d'abord condamnés puis expulsés et, après avoir reconnu l'erreur, dame justice leur eût dit de se trouver très contents de ne pas avoir écopé davantage et surtout elle leur eût conseillé de ne pas se plaindre, sans quoi il pourrait leur en cuire.

Mais le plus amusant dans l'histoire est le fait suivant, qui montre bien l'organisation supérieure de l'administration policière : Le frère de l'un des inculpés ayant téléphoné à la Sûreté pour savoir ce qu'il était devenu, s'entendit faire cette réponse atracadrante : « Votre frère était hier à Paris, mais nous ne l'avons pas vu ici... »

Je ne crois pas que les faits rapportés par J. Dhur aient besoin de commentaires, seulement si cette histoire vous amuse nous pourrions la recommencer, comme on chante dans la chanson du Petit Navire, car vous pouvez être certains que la justice ne manquera pas à nous en fournir l'occasion.

Pourquoi diable se gênerait-elle ? Est-ce que quelqu'un songe, à part ces sales révolutionnaires qui rouspètent tout le temps ? Le gouvernement policier que nous subissons n'a-t-il pas l'heur de plaire à tous les bons Français ?

Ils sont en République, laquelle a dans sa devise le mot « Liberté ». Il est certain que sous un gouvernement monarchiste nous aurions tout à craindre de la fameuse lettre de cachet. Mais dieu soit loué. Mieux, depuis la révolution elle n'existe plus en France.

Tandis que la police française commet les affres les plus monumentales avec la désinvolture qui sied à la plus forte puissance, celle de Russie cherche à égaler son amie et allie le gage qu'elle n'y réussira pas. Là-bas, on a pu voir un chef de gara pacha qui entretenait, aux frais des contribuables, un petit harem qui, s'il n'était pas peuplé de 500 femmes comme celui du grand Salomon fils du saint roi David, était néanmoins bien garni de brunes, de blondes, de rousses, je crois même qu'il s'y trouvait la traditionnelle nègresse. Le pays du tsar nous offre aujourd'hui un préfet de police de Moscou, le baron Budberg, directeur de tripot où il plumeait consciencieusement les officiers placés sous ses ordres.

En France, si l'on voulait bien chercher, je suis sûr que l'on trouverait plus d'un honorable fonctionnaire autour du tapis vert d'un cercle illicite.

Le plus épatant, c'est que tous ces scandales ne désolent pas les yeux des individus qui croient encore à la justice dans notre société, qui ont confiance en l'intégrité et en l'honneur de ceux qui représentent l'Autorité.

Mais, bon dieu ! regardez donc cette société pourrie dans laquelle vous vivez, où vous pourriez tous si vous n'y prenez garde. Liberté, Egalité, Fraternité sont de grands mots dont se foutent rudement les dirigeants.

José Landès.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître

Le Fils du Silence, par Han Ryner, un volume, 3 fr. 50, chez E. Figuière, 7, rue Cornille, Paris.

Nous nous bornons à signaler, pour aujourd'hui, cette nouvelle œuvre de notre camarade Han Ryner où, dans le langage élevé qu'on lui connaît, est examiné tout l'essentiel de la pensée grecque dans sa verdeur première. Par la logique du style et l'abondance de l'érudition, la grande figure de Pythagore — le héros de ce roman philosophique — revit sous nos yeux. Ceci, il est vrai, selon une conception de l'auteur, c'est-à-dire une conception individualiste. Mais devant cet individualisme-là il n'y a qu'à s'incliner.

Après les *Voyages de Psychodora*, le *Cinquième Evangile* ou Vie de Jésus, et la pièce philosophique *Vive le Roi* dont nous avons parlé, le *Fils du Silence*. C'est là un grand effort de pensée devant lequel il conviendrait de s'arrêter quelque jour de loisir. Nous y songerons.

Le Secret de l'Univers devant la Science officielle, par E. Hureau, un volume à 3 fr. 50, chez Jules Roussel (Librairie Médicale et Scientifique) 1, rue Casimir-De-lavigne, Paris.

Il s'agit de la « mécanique universelle dévoilée d'après Clémence Royer » et mise « à la portée de tous ». Dans cet ouvrage, l'auteur passe en revue les principaux systèmes sur la constitution du monde, de Crookes à Curie, de Haeckel et de Kant à Ostwald et à Spencer, des matérialistes aux occultistes, puis s'arrête à la conception de Clémence Royer qui, selon E. Hureau, aurait trouvé le secret de la force et de la matière !

C'est beaucoup dire, même pour l'œuvre philosophique, d'ailleurs puissante, de Clémence Royer !

Nous en reparlerons, après étude, l'auteur se livrant à une critique de la science officielle qui peut être des plus intéressantes.

Le Compère-Mathieu, par l'abbé Dulatrens, à la librairie Bibliopolis, 83, rue Derré-Rochereau, Paris. Un volume : 2 fr. Ce roman « impie et licencieux », attribué à Voltaire, fait partie de la nouvelle Bibliothèque des « Curiosités littéraires et pages inconnues » que Bibliopolis a entrepris d'exhumer.

Cette œuvre de l'abbé Delatrens est composée de récits satiriques assez voltairiens et fort divertissants.

Conseils aux enfants, chanson, par Trouillet. Prix : 10 cent. ; franco : 15 cent. En vente au *Libertaire*.

A «l'Action Française»

La classe ouvrière est très demandée. Démocrates de toutes nuances ou royalistes de toutes écoles; césariens de tous poils ou unifiés de tous acabits, tous se démentent à l'envi et s'évertuent à vouloir prouver au poisson prolétarien qu'ils constituent pour lui la meilleure friture.

Et tous ces braves gens sont profondément stupéfaits chaque fois que la mésaventure, que s'est attirée l'Action Française, vient leur démontrer que le prolétariat s'estime assez grand pour vouloir que personne ne preside à ses destinées.

Les camarades de la Bataille Syndicaliste avaient envoyé à tous les journaux une « lettre de protestation contre la mesure prohibitive prise à son égard par les Compagnies de Chemins de fer ». L'Action Française inséra cette lettre, mais en la faisant précéder d'une note où elle s'efforçait de faire naître une équivoque en tirant parti de l'accord qui se produisit quelquefois entre les critiques révolutionnaires et les critiques royalistes.

Dans la Bataille Syndicaliste du 18 mai, le camarade Amédée Dunois remettait les faits et les gens à leur place par la note suivante :

« Si le programme de restauration monarchique de l'Action Française ne nous semble pas autrement sacrilège, si ses critiques du régime démocratique se croient quelquefois avec nos critiques propres, rien n'autorise l'organe du nationalisme intégral à penser qu'il puisse exister entre nous et lui la moindre conformité de tendance et d'action.

« L'Action Française maintient les classes, elle cherche à rendre aux classes politiquement déchues leur ancienne suprématie ; nous comptons, par l'action révolutionnaire du prolétariat, arriver à la liquidation de toutes les classes. L'Action Française maintient l'Etat ; nous croyons que la suppression des classes entraînera celle de l'Etat. L'Action Française est nationaliste ; nous sommes partisans de la fédération internationale des associations ouvrières. L'A. F. enfin est conservatrice ; nous sommes révolutionnaires. »

Le lendemain, l'Action Française répondait à son tour. Elle commençait d'abord par déclarer que ce que la Bataille Syndicaliste avait apporté comme précisions sur ce qui nous sépare d'avec la Camelote royale était exact. L'Action Française poursuivait en disant que « cela n'autorise pas la Bataille Syndicaliste à dire qu'il ne peut exister entre nous « la moindre conformité d'aspiration et de tendances ». Elle le veut ; mais la volonté des hommes, si ennemis soient-ils, ne saurait détruire la nature des choses et l'immuable volonté des institutions. Le syndicalisme représente non pas une conception, non pas une idée arbitraire, mais la vue précise d'un intérêt réel, d'un intérêt professionnel... Quant aux classes, nous n'y tenons pas autrement ! Nous y tenons bien moins que le croit la Bataille Syndicaliste et nous ne sommes pas loin de les considérer pour une grande « part comme l'effet de la décomposition révolutionnaire. »

Cette réponse ambiguë mérite un examen. Elle permet de saisir sur le vif la manière spéciale qu'emploient, pour se défendre, les conservateurs.

La réponse de l'Action Française peut se résumer en trois points :

1° L'Action Française voudrait nous faire croire à l'identité du syndicalisme et du royalisme, elle voudrait faire croire que ces deux théories sont deux courants qui doivent, à un certain moment, se rejoindre pour ne former qu'un seul fleuve. Nous discuterons ce point lorsque l'Action Française nous apportera autre chose qu'une affirmation ;

2° N'en déplaçant pas les termes du roi et à M. Maurras, le syndicalisme est une théorie, une conception, une idée arbitraire même (toutes idées étant arbitraires, puisqu'elles ne peuvent exprimer qu'une partie de la réalité, qu'il nous est impossible de saisir d'un seul coup dans son ensemble). Les théoriciens de l'Action Française, en bons intellectuels qu'ils sont, ont pris l'idée pour la chose exprimée, le syndicalisme pour le syndicat.

Ceci établi, nous sommes plus à notre aise pour démontrer à l'Action Française qu'elle ne connaît pas le mouvement syndical français ni les idées qui en découlent. Pour l'Action Française, les syndicats français ne sont ni plus ni moins que la reconstitution des anciennes corporations abolies par la loi Le Chapelier du 14 juin 1791. Eh bien, les syndicats français ne sont ni des Trade-Unions, ni des syndicats sociaux-démocrates à la mode allemande, ni les anciennes corporations. S'il existe encore en France des syndicats et des fédérations de métiers, ils tendent de plus en plus à être absorbés par les syndicats et les fédérations d'industries. Si les théoriciens de l'Action Française, au lieu de couper des che-

veux en quatre, prenaient la peine d'examiner les faits, voilà ce qu'ils auraient vu :

3° Puisque l'Action Française déclare qu'elle n'est pas loin de considérer les classes comme le résultat de la décomposition révolutionnaire, il devrait nous être impossible de trouver dans l'histoire de France, depuis l'avènement des Capétiens jusqu'à la grande tourmente de 89, un seul exemple de lutte de classe.

Hélas, trois fois hélas, s'il fallait citer, même succinctement, tous les conflits des classes qui se sont produits sous la monarchie (que l'on voudrait présenter au prolétariat comme une monarchie sociale protectrice du prolétariat), une année entière du Libérateur n'y suffirait pas.

Mais prenons quelques exemples pour que l'Action Française ne nous accuse pas de tabler dans le vide.

Dans les Coutumes de Beaumanoir, écrites vers 1280, nous trouvons une définition très claire de l'alliance, ou coalition :

« Alliance qui est faite contre le profit commun, c'est quand aucunes manières de gens s'accordent qu'ils ne travaillent plus à si bas prix comme devant, mais croissent le prix de leur autorité et accordent qu'ils ne travaillent plus pour moins et mettent entre eux peines et menaces contre les compagnons qui ne tiendront leur alliance... »

« En 1285, les tisserands de Rouen font un procès — qu'ils perdent — à eux drapiers, parce que ceux-ci veulent empêcher les tisserands de se réunir sur une place pour se louer, et pour en même temps fixer en commun à quelles conditions ils loueront leur force de travail » (1).

En 1744, les canuts lyonnais se révoltent contre un règlement d'atelier de Vaucanson, et il faut la force armée, la pendaison, les galères pour ramener l'ordre.

Les classes existaient si bien sous la monarchie que Levasseur, dans l'Histoire des classes ouvrières, a pu écrire (p. 58, t. II) :

« Les maîtres profitent du renchérissement pour vendre leurs marchandises plus cher, et attendent, pour payer plus généreusement leurs ouvriers, que ceux-ci les y aient contraints par leurs réclamations répétées ; de là des misères, des plaintes et des révoltes. »

Et l'on pourrait allonger cette liste par des exemples pris à n'importe quelle date. Mais ceux-ci suffisent pour prouver combien la lutte des classes existait avec netteté avant « la décomposition révolutionnaire ».

Nous examinerons prochainement les idées de l'Action Française relatives au glissement du syndicalisme français vers la monarchie.

Henri Chapey.

« FAITS DIVERS »

Cette vieille assistance publique !

La Bataille Syndicaliste de lundi nous rapporte un fait divers brutal.

Un vieil ouvrier électricien, âgé de 59 ans, réduit à la plus affreuse misère, ne pouvant subvenir aux besoins de son fils malade depuis 2 ans, avait adressé une demande de secours à l'assistance publique. Ce secours si nécessaire lui fut refusé par deux fois, et le pauvre travailleur au comble du désespoir se plongea un couteau dans le cœur.

Les voisins du malheureux, plus humains que l'A. P., ont fait une collecte entre eux et l'ont remis à son fils.

Voilà encore un des méfaits de notre société capitaliste bourgeoise, alias égoïste.

Pauvre vieux, il n'avait que 59 ans et déjà il voulait un os à ronger pour tromper sa faim. Que n'a-t-il attendu encore 6 ans ? Il aurait eu alors une retraite épouvante, il aurait été rentier tout comme un petit boutiquier retiré des affaires ou comme le bistro du coin qui a su mettre de l'argent de côté pour ses vieux jours en empoisonnant consciencieusement sa clientèle.

Mais que dire de cette Assistance publique qui, chaque année, encaisse des millions, soit par le canal du Pari mutuel, soit par celui du droit des pauvres (ô ironie des mots) perçu aux fêtes, dans les théâtres, les spectacles de toute nature et qui refuse à un malheureux les quelques sous nécessaires à son existence ? Où vont donc ces millions ?

Dans les hôpitaux, dans les secours distribués après enquête approfondie sur l'intérêt ? Oui et aussi dans les poches des innombrables parasites que l'A. P. emploie. Il faut des hommes intelligents pour faire des enquêtes discrètes et digne, ça se paye cher. Et les nombreux employés aux gros salaires, les ronds de cuir grincheux, qui envoient promener le pauvre diable qui vient humblement, la tête basse, honteusement

(1) Les Origines du Capitalisme en France, d'après Hauser.

pourrait-on dire, demander un léger secours pour ne pas crever de faim, écornent terriblement le budget.

Une recommandation de Monsieur X. ou de la comtesse Y. vaut mieux qu'une vraie mistoufle, pour toucher un secours.

Les enquêtes ? Qui ne sait comment elles sont faites ! Et la discrétion qu'y apportent les employés, pleins de morgue envers les malheureux ! Ces gens-là sont fonctionnaires, (salut, vile populace), ils sont tout puissants, malheur à celui dont la tête ne leur revient pas. Et leur mutisme est connu, il est le même que celui des policiers : partout où ils passent, chacun sait pour qui et pourquoi ils sont passés. De plus si le rapport est favorable, restent les formalités, fort longues, car les ronds de cuir de l'avenue Victoria sont très occupés et surtout peu pressés. Que diable ! les gens qui crévent de faim peuvent bien attendre quelques jours pour se mettre un morceau de pain sous la dent ; n'ont-ils pas l'habitude du jeûne ?

Charité, que d'hypocrisie on commet en ton nom ! Combien plus belle est la solidarité. Que ce geste est beau, de pauvres gens, de travailleurs qui, sans formalité, sans paperasserie, tirent quelques sous de leur porte-monnaie — un peu de leur maigre salaire — pour les donner au fils du suicidé, au fils de la victime de l'Assistance publique.

Tant qu'un chambardement n'aura pas jeté par-dessus bord toutes les vieilles institutions qui, semblables à des sangsues, sucent les forces vives de la société, il y aura des suicides causés par la misère, produits d'une société mal faite et hypocrite.

Seule une société communiste où régnera la solidarité et l'entraide assurera le bien-être aux individus.

E. Guichard.

Chez le bistro

Comment trouvez-vous l'indignation éprouvée par ce bistro de Juvisy après que trois ouvriers (on ne dit pas s'ils sont syndiqués) lui ont tout cassé dans son caboulot parce qu'il leur refusait à boire parce « qu'ils en avaient assez. »

Le fait est qu'ils avaient bu plus que de raison chez un bistro voisin, et cette dernière circonstance n'était pas le moindre motif de l'indignation de notre homme.

Comment ! disait-il à ceux qui venaient le consoler en buvant aussi un verre sans avoir absolument rien, voilà des lascars qui vont se saouler ailleurs et qui viennent me casser tout chez moi, parce que je refuse de les saouler davantage !

Mais je lui répondis que lorsque ses clients s'en vont saouls de chez lui pour casser les glaces et les verres du voisin, cela fait compensation, car enfin, que pouvez-vous attendre ? Vous ignorez-vous, bistro que vous êtes, que votre sale camelote ingurgitée par vos poires de clients peut les rendre aimables ?

— Quand un morticole inocule la syphilis à des macaques, croyez-vous que ces malheureux bêtes soient saines après l'opération ? Il en est de même des poires qui vont chez vous.

C'est à se demander dans combien de siècles l'homme aura l'âge de raison.

Legris.

LA CLASSE OUVRIERE

par L. et M. Bonnet

Les Boulangers ;
Les Terrassiers ;
Les Employés de magasin ;
Les Cheminots ; Le train et la voie ;
Les Travailleurs du restaurant ;
Les Cheminots (gares, ateliers, bureaux) ;
Pêcheurs Bretons.
Les Postiers (sous-agents et auxiliaires)

Chaque brochure, avec une couverture illustrée par Delanoj : 0 fr. 15 ; franco :

Pour paraître le 18 juin :

Germinal, journal hebdomadaire anarchiste, de langue italienne, que publieront nos camarades d'Ancona.

Adresser souscriptions et abonnements à Germinal, casella postale, 112, Ancona.

Œuvre de la Presse révolutionnaire

Pour intensifier la propagande, imitons les curés et les républicains, répandons partout nos journaux.

L'Œuvre de la Presse révolutionnaire envoie gratuitement le Libérateur et les Temps Nouveaux à toutes les adresses qu'on lui donne ; elle reçoit les abonnements d'un mois à titre de propagande.

Travailleur conscient, fuis le bistro, les quatre ou huit sous que tu lui donnerais en échange d'une infecte mixture, serviront à propager tes idées de révolte chez un de tes camarades d'atelier.

Vendredi 9 juin, à huit heures et demie, réunion du groupe au Libérateur, 15, rue d'Orsel (18*).

SOUSCRIPTION POUR L'ŒUVRE DE LA P. R.

Anonyme (Béziers), 0 50 ; Nul..., 1 fr. ; Groupe d'éducation d'Angers-Doulon, 5 fr. ; Réunion du 3 au Foyer Populaire de Belleville, 4 fr. 10 ; G. D. Calais, 0 50 ; Anonyme (Nîmes), 0 65 ; Total : 11 fr. 75. Merci à tous.

Envoyer les fonds et la correspondance à F. Guichard, 58, rue des Clés, Aubervilliers (Seine).

La Procréation raisonnée

Encore une propagande lancée par les anarchistes qui fait son bonhomme de chemin. Après l'affiche : Lettre ouverte au sénateur Bérenger, signée de personnalités connues — certaines jouissent même d'une juste célébrité — que nous reproduisons la semaine dernière, voici le docteur Toulouse qui, sans se déclarer nettement néo-malthusien, reconnaît cependant maints avantages à la doctrine.

Traitant de la Natalité (Dépêche de Toulouse du 29 mai), il détruit à son tour les misérables arguments des républicains touchant la vie de la nation, le génie de la France, la déchéance économique du pays et autres balancières.

D'ailleurs, pourrait-on enrayer la soldatisme de la natalité dont se plaignent les surpopulateurs ?

« Il ne le semble pas, écrit le docteur Toulouse, car c'est un état général, fortement lié à la civilisation actuelle. En Prusse — au cœur de l'Allemagne — aux Etats-Unis, la natalité diminue aussi. Cela s'observe partout où le progrès matériel s'accroît, où l'individu désire une vie plus confortable, plus digne, où la femme plus éclairée veut davantage choisir l'exercice de sa fonction naturelle. »

« Contre cette force en évolution, les moyens proposés sont ridiculement insuffisants. De légers impôts, de minimes dégrèvements — gouttes d'eau par rapport à la mer de soucis et de charges que représente la formation consciente d'un enfant ! Il faudrait pour qu'elles fussent efficaces que les mesures équivalaient à débarrasser les parents de l'éducation des petits. Mais la plupart des plus chauds partisans de la reproduction n'accepteraient pas ce système qui est du pur socialisme. Or ce serait le seul moyen pratique : mettre à la charge de l'Etat les enfants ; beaucoup de ces jeunes êtres en tireraient en outre bénéfice — et l'Etat avec eux — en échappant à certains foyers défavorables. Alors les plus grosses inégalités qui résultent — surtout dans les classes peu fortunées — des densités différentes des familles disparaîtraient, et le frein économique ne jouerait plus.

« La natalité, qui jusqu'à ce jour était livrée à l'instinct, deviendrait avec le progrès scientifique de plus en plus soumise à des mesures de sélection. Car ce qui importe, ce n'est pas le nombre, mais la qualité des en-

fants. Je vois des miséreux, au bas de l'échelle sociale, tarés physiquement et qui constituent un milieu de formation détestable ; ils ont beaucoup d'enfants et s'en servent pour obtenir des subsides. Si l'Etat, qui ne veut pas se charger actuellement de la puériculture, était juste et rigoureux dans sa logique, il infligerait plutôt à ces imprévoyants des amendes pour avoir le droit de les saisir et de les mettre dans l'impossibilité de nuire à nouveau.

« Un jour viendra où notre temps paraîtra une époque de barbarie sociale, dans laquelle l'acte de création n'était guidé par aucun conseil, aucun choix, aucune pensée autre que celle soufflée par l'instinct. Il est possible et même probable que la maternité sera alors une fonction sociale honorée, rémunérée à l'égard des plus hautes, mais que n'importe quelle femme n'aura pas qualité pour exercer. »

Il y a de belles paroles auxquelles il faudra bien que tous les hommes de bon sens se rallient un jour. On y vient de tous les milieux et c'est déjà quelque chose.

On y vient même un peu — qui l'eût cru ? — du côté de la magistrature. Les juges de Bayonne qui ont acquitté le docteur Long-Savigny et ses complices, ont peut-être songé d'abord à faire justice des agissements par trop scandaleux du magistrat chargé d'instruire l'affaire. Sans attendre la moindre preuve, souvent même avant d'avoir pris la décision, celui-ci annonçait aux journalistes, heureux de cette sale aubaine, l'arrestation de tel ou telle. Toute la région présente bientôt l'aspect d'une vaste clinique d'avortements.

« On a longtemps réclamé l'instruction contradictoire, écrit à ce propos Crault-Richard lui-même. On ne se doutait pas que, par surcroît, on nous avait doté de l'instruction chez la portière. »

Nos juges ont dû sentir néanmoins un peu ce qu'il y avait d'odieux à poursuivre pour cause d'avortement, cette opération étant, le plus souvent, de la part d'un médecin, un acte de haute humanité, pour les raisons que nous avons tant de fois dites, et le néo-malthusianisme restant encore le seul, le vrai moyen qui puisse être employé contre l'avortement.

En tout cas, ce sont là trois manifestations qu'il était bon, n'est-ce pas ? d'enregistrer.

L'Agitation

GRENOBLE

La semaine

La grande famille continue à faire parler d'elle. Nous avons eu dimanche passé les sous-officiers araches des chasseurs alpins qui, jaloux des lauriers de leurs camarades du Maroc, s'amusaient à suriner les passants ; puis, la marche à la mort, que, sous prétexte d'entraînement, le commandant du 14^e chasseurs a fait faire à ses hommes : 50 kilomètres dans la journée pour pouvoir le soir au cercle où ces messieurs se réunissent, parader et faire des envieux.

Mais que nos gouvernants fassent attention, car la révolte grondée au quartier Bayard. Les hommes ne veulent plus être traités en bagarriers, ni servir de pères pour l'amusement de la galerie.

Enfin, samedi soir, rue de Bonnes, deux sous-officiers d'artillerie ayant été accostés par des femmes, leur ont répondu à coups de pied dans le ventre. Il est malheureux qu'il ne se soit pas trouvé deux bons bougres pour mettre ces freluquets à la raison.

Disons pour terminer que Grenoble est le siège du concours international de tir où tous les amis de la guerre se donnent rendez-vous et qui aura son couronnement dans quelques jours par la présence du ministre de la guerre. Il faut espérer que les copains le recevront par les cris de « A bas Biribi ! »

M. R.

MONTCEAU-LES-MINES

Tandis que la presque totalité des communes de Saône-et-Loire ont fait parvenir à la préfecture les feuilles d'inscription des assurés pour les retraites des morts, la municipalité unifiée montcellienne a encore les siennes et pour cause. Comme dans toutes les villes importantes, un bureau spécial a été créé et le nouveau fonctionnaire ne peut pas arriver, paraît-il, à confectionner les dites listes car la plupart des assurés ne les ont pas ou mal remplies.

C'est que cela donne du travail et comme le nouveau casé — il y a longtemps qu'il attendait une place comme celle-là — n'est pas très courageux, il se plaint fortement. Seulement, je serais bien aise de connaître le nombre de ceux qui ont répondu, car ici non plus rien n'a été négligé pour la rapetement en faveur de la loi.

Non seulement les instituteurs expliquent le fonctionnement de ces fameuses retraites à des gosses de huit ans pour que ces derniers en fassent la description (1) à leurs parents, mais encore les institutrices s'en sont mêlées en distribuant des brochures à leurs élèves : je n'aurais jamais cru qu'un membre de l'enseignement se fût abaissé de cette façon en se faisant le complice d'une escroquerie.

Mais il n'est guère possible pour l'instinct de savoir combien d'assujettis ont accepté la loi, car tout a été caché. Aussi, pas un quotidien n'a publié les noms des membres des commissions de ces retraites. Alors que les autres communes l'ont fait correctement, ici, notre municipalité socialiste s'est abstenue d'en parler. Pourquoi ? A-t-elle honte de ce qu'elle a fait ? C'est bien possible ; nous voyons le maire quinzain Bouvier, conseiller de saboter la loi, cependant il a fait comme ses copains des Folies-Bourbon, il a volé. Alors ? Comment comprendre ça ?

Est-ce parce qu'il a été remis à sa place le 1^{er} mai par le camarade Dumoulin, délégué par la C. G. T. à propos de cette belle loi ?

Il est bon de dire aussi que ces retraites ne concernent que le quart de la population ouvrière, car, comme on le sait, les mineurs ou similaires, qui se comptent ici par plus de 7.000, sont sous une loi spéciale. Bref, nous verrons l'application de cette vaste fumisterie dont ont accouché nos fripouilles parlementaires et alors nous pourrions juger si les ouvriers de Montceau sont réellement conscients.

J. Blanchon.

AIX-EN-PROVENCE

On manifeste à Aix

Qui l'eût cru, Aix, cette ville entre toutes paisible, vient enfin de sortir de sa torpeur. Aux accents de l'Internationale — s'il vous plaît — des centaines de manifestants se sont rendus au domicile du contrôleur des contributions directes pour protester contre l'augmentation des impôts. La foule provoquée par un coup de feu, parti on ne sait d'où, fit pleuvoir une grêle de pierres sur l'habitation du respectable fonctionnaire, brisa la porte de son jardin et tenta de mettre le feu à un hangar attenant. Les manifestants se rendirent ensuite devant la sous-préfecture où de vives protestations se firent de nouveau entendre.

Tiens, tiens, est-ce que les moutons en auraient assez de se laisser tondre ?

Ory.

LONDRES

L'épilogue de l'affaire d'Houndstich et la presse socialiste

Nos lecteurs se rappellent certainement de cet événement qui fit grand bruit dans tous les milieux.

Après de longues enquêtes, l'affaire venait dernièrement devant les tribunaux. Quatre personnes étaient accusées d'avoir participé à la tentative de cambriolage de l'horloger. Ce sont : Jacob Peters, peintre ; Zurka Dubof, de la même profession ; Jean Rosen, coiffeur et Nina Vassileva.

D'autres avaient été inculpées, mais sans charges suffisantes : puis les deux victimes de Sidney Street furent probablement mêlées à la première affaire ; enfin un des participants fut tué durant les opérations : reste le fantôme, Pierre le peintre.

